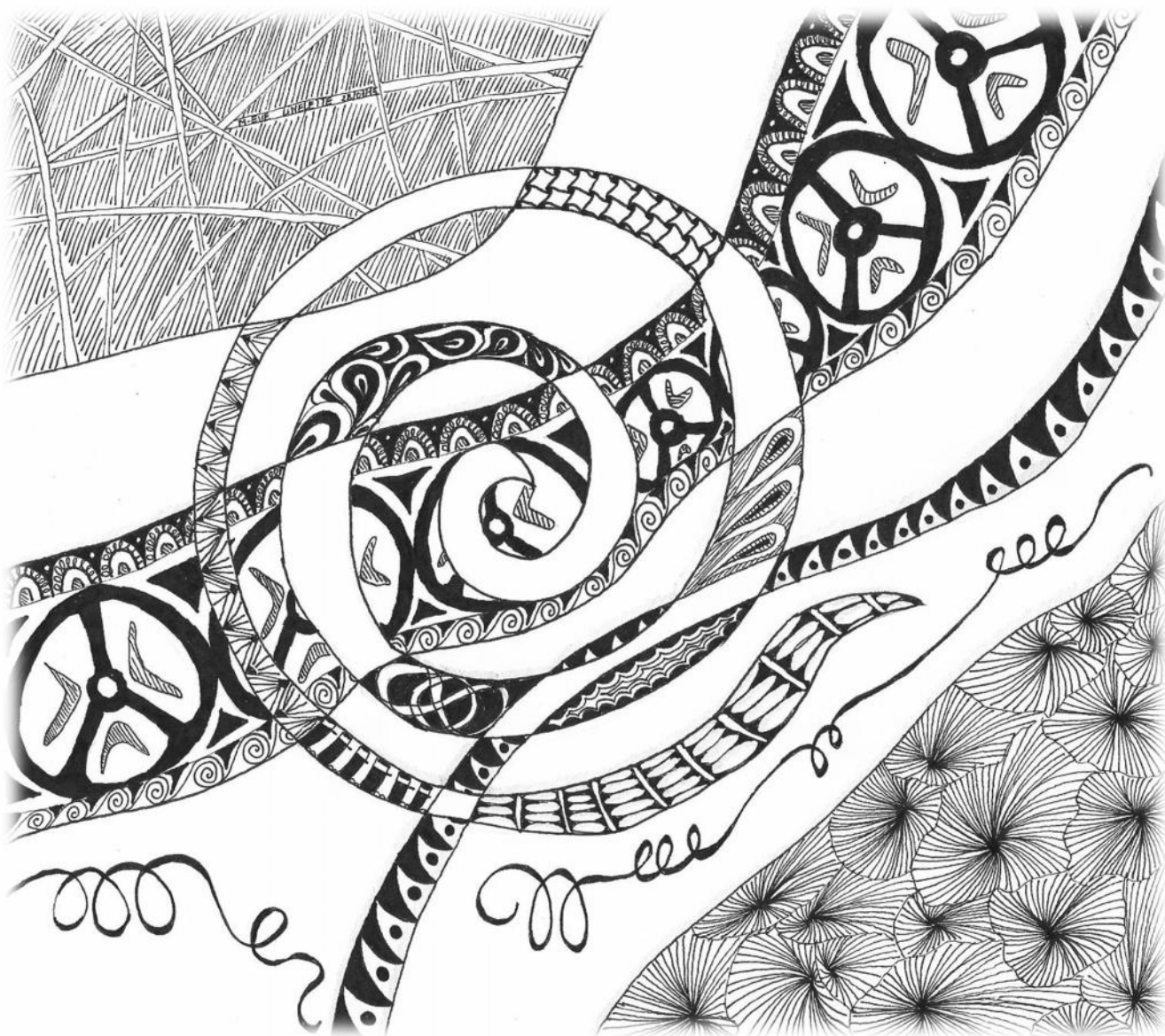


# IL'ESCARGOT IDÉCHAÎNÉ

N°24



Bulletin de liaison du Mouvement politique des Objecteurs de Croissance

Avril 2015 - A mettre entre toutes les mains!

## Notre Escargot est relooké !

Lorsqu'il y a deux ans, l'Escargot déchaîné avait été relooké une première fois, nous avions en tête l'envie de créer quelque chose qui semblerait professionnel tout en étant facile à modifier. Nous avons veillé à faire quelque chose d'agréable à regarder tout en présentant des contenus intéressants. Les contenus ne changeront pas. Vous retrouverez dans cet escargot nouvelle version les rubriques dans lesquelles vous avez l'habitude. Cependant, nous avons voulu tenir compte de plusieurs remarques au niveau de la forme.

Tout d'abord, un escargot en couleur, c'était gourmand en encre. Or au niveau écologique, cela pose question. De plus, l'impression en noir et blanc ne donnait parfois pas grand-chose. Enfin, difficile d'imprimer plusieurs pages par feuilles quand les couleurs passent mal...

Tout ceci nous a conduits à réfléchir à une autre maquette pour l'Escargot. Nous vous proposons ceci. Votre escargot nouvelle mouture sera quasi exclusivement noir et blanc. Il peut être imprimé soit sous format A4 de manière classique, soit, en configurant votre imprimante, en format A5, comme un livret. Vous pouvez bien entendu le lire sur l'écran.

Pour finir, malgré certaines critiques que nous avons reçues, nous avons fait le choix de garder une présentation en colonnes, qui nous semble plus aérée.

Nous espérons qu'il vous plaira. N'hésitez pas à nous faire part de vos remarques et de vos suggestions !

Marie-Eve Lapy-Tries

## La citation du mois

---

« L'habitude du désespoir est pire que le désespoir lui-même »

Albert Camus

## Comment les femmes construisent déjà l'avenir : le 23 avril à Louvain-la-Neuve

Dans la suite du cycle « Femmes en lutte » et après la rencontre du 5 mars où nous avons échangé avec Agnès Sinaï, Geneviève Decrop et Charlotte Luyckx pour voir comment nous pourrions dessiner l'avenir, le mpOC, la MDD et l'AGL proposent, en partenariat avec plusieurs associations, une seconde rencontre. Celle-ci se tiendra à Louvain-la-Neuve le 23 avril à partir de 19 heures.

Notre société bouge, doit bouger. Beaucoup conviennent que le modèle actuel n'est pas tenable tant il est pris en étau entre catastrophes écologiques et effondrement social notamment. De nouvelles perspectives se construisent dès aujourd'hui pour que nous puissions collectivement et sereinement avancer vers l'équité sociale dans le respect de nos différences et de la planète.

Que font les femmes engagées aujourd'hui? Quelles routes sont-elles occupées à tracer entre autonomie, émancipation, justice sociale et respect de notre biosphère ? A travers leurs expériences, une voie se dessine-t-elle ?

Voilà les questions que nous traiterons à travers deux chantiers successifs grâce à un panel de femmes issues de différents horizons et impliquées dans différentes pratiques liées à la transformation sociétale :

### **Chantier 1 : Porter soin aujourd'hui, une évidente nécessité ?**

Avec :

- Muriel Germain , une des porteuses de l'Asbl *alimenTerre* qui a pour objectif d'offrir à un large public, y compris les moins favorisés, l'accès à une alimentation saine, en proposant d'une part des produits cultivés dans le respect de la nature et d'autre part, des activités de sensibilisation et d'information à ce type d'alimentation. [info@alimenterre.be](mailto:info@alimenterre.be)

- Paola Hidalgo Noboa Équipe socio-politique Bruxelles Laïque

www.bxlaique.be

www.festivaldeslibertes.be

## **Chantier 2 : Construire dès aujourd'hui les conditions de la solidarité**

Avec :

- Selma Benkhelifa, avocate active dans la défense des migrants,
- Barbara Garbarczyk , membre du réseau belge pour le revenu de base
- Jasmine PETRY, docteur en sciences appliquées, fonctionnaire au SPF Economie en tant que métrologue dans la division Qualité et Sécurité, déléguée syndicale CGSP. Présidente de l'association de solidarité avec l'Amérique latine ARLAC, animatrice d'un groupe d'achat collectif le GASAP et fondatrice d'un habitat groupé à Schaerbeek.

## **Comment les femmes dessinent l'avenir : la soirée du 5 mars**

### **La rencontre en petit groupe avec Geneviève Decroop**

La rencontre préalable à la conférence rassemblait Geneviève Decrop et des représentants de l'AGL, du MPOC et de la maison du développement durable. Les questionnements de départ : Comment s'articulent décroissance et féminisme ? Les femmes ont-elles une relation privilégiée à la Nature, une spécificité qui aurait son importance pour le changement de paradigme qui s'impose devant les crises actuelles ?

La décroissance a-t-elle une dimension de genre ? Pour Geneviève Decrop, il ne faut pas parler de crise mais de mutation car le vocabulaire de la crise sert le dirigeant. Une crise demande un chef. Le dépassement des élites indique que nous sommes bien en présence d'une mutation. A travers de multiples initiatives, c'est un nouveau rapport de l'Homme au monde qui est en train de se construire. Ces multiples initiatives locales sont pour beaucoup

portées par des femmes. La notion de Care, attribuée tout d'abord aux aspects familiaux, aux soins aux personnes âgées s'étend maintenant à des aspects plus larges comme la protection de l'environnement ou la production de nourriture bio, avec une dimension parfois beaucoup plus combative.

Pour sortir du système, pour décroître, il faut recréer de nouvelles socialités, une nouvelle convivialité, et là les femmes sont sans doute plus présentes sur ce terrain. D'autant plus que les femmes ont été exclues de la raison technicienne à l'origine de nos sociétés et c'est en amenant l'affect, la raison élargie qu'elles peuvent avoir un rôle capital à jouer.

Le féminisme, même s'il a apporté des avancées considérables pour les femmes dans l'espace public, (il était par exemple impossible pour une femme d'ouvrir un compte en banque sans l'autorisation de son mari dans les années 70) , vise aujourd'hui à faire coller les femmes à un monde d'hommes. Faut-il 50% de femmes dans les conseils d'administrations ou plutôt 50% d'hommes au foyer ? Surtout à l'heure où les sociétés s'essoufflent voire s'écroulent.

Si tout le monde s'accorde sur le dépassement des élites, il faut aussi constater que celles-ci se font aussi de plus en plus écrasantes. Alors comment lutter ? Une convergence des luttes est-elle possible ? Les avis divergent. Mais si un grand soir est peu probable, ramener le débat démocratique, pouvoir se réapproprier la question du futur de nos sociétés est capital.

### **Résumé de la conférence de Geneviève Decroop**

Pour Louvain La Neuve, le 5 mars/ MPOC et MDD cycle « bien vivre »

Quel dessein pour quel avenir ?

*Avant d'entrer dans le vif du sujet, il est nécessaire que je précise d'où je parle : 1. De divers engagements, étalés sur 40 ans, sur des problématiques sociales, politiques, en particulier à propos des migrations, des réfugiés et déplacés et de l'oppression politique. 2. De mon expérience de chercheuse dans le domaine des risques et des catastrophes environnementaux et technologiques. 3. D'une pratique de vie d'autonomie*

*vis-à-vis des grands systèmes socio-technico-économiques. 4. De mon âge, 62 ans, qui fait que d'un côté, je regarde mon avenir personnel plutôt dans le rétroviseur, mais de l'autre, celui de mes petits enfants, qui m'importe au plus haut point, m'oblige à regarder aussi droit devant moi.*

1. **Les enjeux et les menaces telles que je les vois de ma perspective et qui sont**, me semble-t-il, assez largement partagés.

- **Premier défi, l'effondrement écologique.** On sait maintenant le poids que notre mode de production et de consommation – celui des Occidentaux depuis deux siècles – fait peser sur la maison commune du vivant, animé et inanimé. La notion d'Anthropocène, point d'orgue d'une phénoménale entreprise de prédation des ressources de la planète, est le point d'aboutissement d'un énorme effort de connaissances, pluridisciplinaire et méthodique, au terme duquel une communauté scientifique internationale nous dit que nous avons changé d'ère géologique : l'humain, par ses activités, est devenu le principal agent géologique des conditions de vie sur la planète Terre. [...] Je veux souligner le paradoxe qu'au moment où nous prenons conscience du formidable pouvoir que nous avons sur notre environnement, nous constatons également que nous en avons perdu la maîtrise. *Nous sommes dans une épineuse dialectique de la puissance et de l'impuissance.*

Je signale aussi un effet secondaire de cette situation : **le trouble dans notre rapport à la science et à la connaissance.** Il n'y a pas « La » Science, mais des sciences qui sont autant de disciplines d'acquisitions de savoirs, en confrontations entre elles, et que leurs résultats sont assortis de marges plus ou moins grandes de certitudes, sont partiels, révisables. Bref, la science comme la société démocratique est une société plurielle, ouverte et conflictuelle. Nous dépendons de l'activité scientifique pour savoir où nous en sommes, pour repérer et évaluer les menaces (et on n'a pas encore trouvé mieux sur ce plan), et en même temps, ces mêmes activités, dans leur alliance avec l'industrie, sont productrices de menaces. Aujourd'hui, la science qui serait « bonne » et la technoscience, « mauvaise », marchent ensemble de manière extraordinairement intriquée.

Voilà donc un premier défi : faire face à une mutation écologique sans précédent dans notre histoire au moyen d'outils qui sont autant le remède que la maladie. Si nous avons identifié les racines du mal — le mode de production industriel et capitaliste —, nous sommes incapables d'arrêter sa progression sur la surface du globe. [...] D'où vient son caractère d'irrésistibilité, qui écrase les cultures et les sociétés humaines les plus vénérables, y compris celles qui semblaient les mieux armées pour lui résister (je pense à l'Inde) ? Je n'ai encore pas entendu de réponse convaincante à cette question.

- **Deuxième défi : les grandes cassures qui fracturent l'humanité.** Elles sont d'abord d'ordre socio-économique, sur toile de fond écologique. Justice sociale dans la répartition des richesses et justice écologique vont de pair. En ce moment même, les populations les plus pauvres de la planète sont en train de payer la facture écologique de l'exploitation insensée des ressources naturelles par les plus riches. [...] Aujourd'hui, deux types de populations sont dans une sorte de sécession ; la première est subie, c'est celle de l'exclusion, de la misère, du déracinement. [...] A l'autre bout, la sécession du bloc des riches, qui est un choix délibéré, celui de se soustraire aux obligations de la solidarité, notamment par l'évasion fiscale, et de renier toute notion de bien commun par la volonté illimitée d'appropriation des ressources disponibles et limitées. [...]

*Ce qui rend cet état de choses très dangereux, c'est qu'il entre de plus en plus en résonance avec la fracturation géopolitique.* [...] Les menaces majeures me semblent de deux ordres : le retour des nationalismes au sens le plus chauvin et agressif du terme ; Et le retour en force des « obscurantismes meurtriers » comme le djihadisme. [...]. Il y a là une vaste offensive contre la civilisation issue des Lumières européennes, avec sa forme particulière et militante d'humanisme. [...] Tout ceci dessine les contours d'affrontements titanesques et d'effondrements gigantesques, bien propres à alimenter les catastrophismes en tous genres et les visions d'apocalypse, sur fond de corruption et d'impuissance des classes politiques de tous les pays [...].

## 2. Un changement de paradigme ?

### - Crise ou Mutation ?

Compte tenu de toutes ces révolutions et ruptures, **on peut considérer que nous sommes en réalité dans une gigantesque mutation et non pas dans une série de crises comme le martèlent les médias et la classe politique.** La crise appelle à resserrer les rangs derrière des chefs, tandis que la mutation laisse les gouvernants aussi, sinon plus démunis que les gouvernés. [...] Si on pense *mutations, effondrements* au lieu de crises et catastrophes, on en appelle à de nouvelles façons de penser et de concevoir le monde et nous-mêmes, à de nouvelles morales, à un autre imaginaire. Et je crois qu'elles sont en train d'émerger. [...] D'autres institutions structurantes doivent naître, que l'on peut sans doute discerner dans la confusion ambiante.

### - Catastrophe ou apocalypse ?

Le catastrophisme est en quelque sorte la version inversée des utopies radieuses d'antan, dont on sait où elles nous ont menés. Il s'agit toujours d'une futurologie, dont le grand péché est de vouloir mettre la main sur l'avenir. [...] Nous ne possédons pas l'avenir, nous ne pouvons que tenter de faire advenir ce à quoi nous tenons. L'apocalyptique, qui veut dire « révélation », recèle certainement des ressources plus intéressantes que le catastrophisme. Il faut la prendre [...] comme un travail de discernement [...]. Un monde ancien est condamné même s'il continue par la force de son inertie. Le travail de « décolonisation de l'imaginaire », pour reprendre Serge Latouche, est à l'œuvre [...]. L'effondrement [...] est en cours sous forme diffuse, d'effondrements partiels et de bouleversements localisés, invisibles et encore indolores pour beaucoup de gens, quand d'autres sont d'ores et déjà victimes de la grande crise écologique, climatique et autres.

## 3. Les ressources pour un avenir désirable : un nouvel imaginaire

Il y a des choses visibles et d'autres moins visibles, des révolutions discrètes et silencieuses qui n'ont pas

d'existence médiatique, pas de représentation politique.

3.1 D'abord, les voies d'**un nouvel agir collectif**, de jeunes, garçons et filles, qui renouvellent profondément les schémas de l'action collective et du militantisme des générations précédentes. Des « Indignés » ou « Occupy » à la résistance collective contre les « Grands travaux inutiles imposés », avec notamment le mouvement Zadiste, et au-delà du monde européen démocratique, les printemps arabes, entre autres. [...] Ils réinventent l'action collective que l'on croyait en voie de disparition dans les sociétés consuméristes individualistes [...]. Ils se constituent sans personnalisation du pouvoir. [...] On est au sens fort dans un agir collectif. Un très fort sens du territoire et notamment de l'espace public les caractérisent aussi [...]. Les nouveaux militants montrent la continuité, la connivence des luttes, [...] dans une « monstration » pratique, inductive et non pas déductive comme du temps de la lutte des classes. Ils conjuguent des choses que l'on croyait contraires, **comme radicalité et non-violence ou bien commun et défense locale, particulière, enracinement local et souci de l'universel.** [...] Ils expérimentent de nouvelles manières d'être et d'agir ensemble [...] leur mot d'ordre est ici et maintenant [...].

3.2 **La reconquête de l'autonomie par les individus et les petits collectifs.** Il y a également quantités de pratiques et d'agir sociaux en rupture avec les aspects mortifères des systèmes économiques et politiques dominants. Systèmes d'échanges locaux (SEL), AMAP, jardins partagés, éco-villages, etc. L'idée commune à toutes ces pratiques sociales est triple : primo, réduire l'empreinte écologique individuelle et collective ; secundo, reconquérir la plus large autonomie possible sur les macro systèmes techno-économiques aliénants ; tertio, réinventer une nouvelle socialité incluant différentes catégorie d'êtres. Négligées par les médias de masse, elles ont leur propre réseau de communication et de diffusion, mais elles sont invisibles politiquement, sauf à l'occasion d'événements spectaculaires où les médias ne se privent pas en général de les caricaturer. Elles n'ont

pas de représentation politique ni de doctrine unifiante. [...]

Ce nouvel imaginaire a des axes forts : primo, mettre sa pratique en cohérence avec ses idées, ce qui est très nouveau, car nous sommes issus d'une culture où la coupure entre la pensée et l'action est profonde [...]; secundo, *une autre vision du politique, sur fond d'impuissance des élites au pouvoir*. A partir notamment de la prise de conscience écologique, les actions privées, infimes, et les comportements quotidiens sont sortis de l'insignifiance. C'est leur répétition des milliards de fois qui a fait advenir l'Anthropocène. Le pouvoir de l'homme, c'est moins les grandes décisions des dirigeants que la démographie croisée avec les modes de vie. Le désespoir né du sentiment d'impuissance collective est contrebalancé par la capacité d'agir récupérée au micro-niveau. [...] Ce qui apparaissait comme désastre — l'impuissance politique face aux catastrophes écologiques annoncées — est peut-être en fait une opportunité : la puissance retrouvée des individus et des collectifs. [...]. Tertio, le micro, le petit, est plus important, plus signifiant que le macro, le gros. « Small is beautiful », mais il serait plus exact de dire qu'on entre dans des « plurivers » non hiérarchisés, qu'il faut imaginer en réseaux.

**3.3. Ces révolutions silencieuses ont coagulé dans un mouvement collectif très prometteur : les Villes et territoires en transition ...**

#### **4. Pour conclure sans clore**

**La direction qu'indiquent ces nouvelles pratiques et ces luttes est à mon sens celle d'un humanisme élargi.** La critique de l'humanisme culturel européen, issu des Lumières et de la Renaissance, est très vive dans les milieux de l'écologie radicale. Il ne s'agit pas de l'abolir, mais de le dépasser. Il y a des conquêtes de l'humanisme auxquelles je ne renonce pas : l'égalité de dignité de tous les êtres humains, qui a fini par aboutir à l'émancipation des esclaves, puis à l'émancipation des femmes ; la valeur de la raison sur la force, de la tolérance sur le fanatisme religieux, de la démocratie sur la tyrannie. Par contre, il faut sortir l'humanisme européen de son solipsisme, de sa grande solitude au

sein de la création, et le remettre dans la perspective englobante de celle-ci. C'est vers un humanisme élargi que l'on doit tendre, élargi au monde animal et végétal, qui mette en avant les interdépendances dont les humains sont des éléments. Un humanisme élargi bâti sur une raison élargie, cassant les œillères de la raison technicienne et calculatrice - une raison humble et compréhensive au sens littéral du terme, qui admet – et pourquoi pas admire – d'autres sensibilités, d'autres intelligences à l'œuvre chez les êtres animés et inanimés. Un autre de l'homme, en un mot, à la fois partenaire et co-locataire de la planète Terre. [...] Cet Autre, de même que l'humanité, doivent être reconnus d'emblée comme pluriels. Il n'y a pas un monde, mais des mondes, pas un univers, mais des plurivers. Ces mouvements n'ont pas trouvé leur Karl Marx, et c'est tant mieux !

Cependant une philosophie contemporaine, portée par des femmes, me paraît relever le défi du changement de paradigme : il s'agit du « Care », né aux Etats-Unis dans les années 1980 [...]. Le Care [...] met au centre des affaires humaines le réseau compliqué des interrelations et des interdépendances. Dans l'ordre anthropologique, il met à l'origine, non pas la violence et la lutte pour la vie, mais la vulnérabilité et sa prise en charge. Le soin, « care », est à fois geste pratique de protection et souci, sollicitude, attention. Cela dessine cet humanisme élargi auquel personnellement j'aspire. Dans les années 1990, la politologue américaine Joan Tronto s'est efforcée de donner au Care un prolongement politique englobant dans le concept de vulnérabilité et de soin la nature. [...]. La théorie du Care a été, pour la classe intellectuelle française, l'objet du plus grand mépris et de tous les sarcasmes. [...], ce qui est regrettable. Les femmes, exclues de la raison humaniste de la première modernité, sont d'emblée à l'aise avec la raison élargie, sont sensibles aux sans voix et aux obscurs. [...] Ma crainte, c'est que la promotion des femmes aux fonctions du pouvoir ne leur fasse oublier leur précieux héritage...

A la fin de cette présentation, le tableau peut paraître déséquilibré : la puissance du matériel et la pesanteur de son inertie contre une révolution culturelle, la matière contre les forces de l'esprit. Elles sont peu de

choses, en effet, face à une kalachnikov, comme on vient de le réapprendre début janvier. Mais si à court terme, la force brute est gagnante, à long terme, ce sont les forces de l'esprit qui l'emportent. La question est celle du moyen terme, de la fenêtre temporelle dont nous disposons, vingt à trente ans avant que l'humanité ne franchisse des seuils écologiques décisifs, nous disent les scientifiques ...

## Dossier du mois : l'Europe

---

### Projections décroissantes : Nous avons l'énergie !

---

La vision touche par son gigantisme et sa démesure. Même si plus aucun panache de fumée ne s'échappe des immenses cheminées, on les devine presque tant les centrales nucléaires ont intégré notre imaginaire collectif après des décennies de fonctionnement. Je les aperçois depuis plusieurs kilomètres sur le RAVEL longeant la Meuse. Après avoir quitté ce dernier, je me présente devant la grille où un garde m'accueille. Après les présentations d'usage, il passe un coup de téléphone et m'indique que mon contact va venir me chercher. Quelques minutes plus tard, Bertrand Devillers, 70 ans, lunettes, cheveux blancs dégarnis, se présente au portail et me fait pénétrer sur le site de l'ancienne centrale nucléaire de Tihange. En cette fin d'hiver, les quelques arbres du site sont encore dégarnis mis à part quelques sapins qui donnent un peu de couleur à la scène. Mon hôte grimpe sur son vélo et m'invite à le suivre avant de se diriger vers le centre du site.

« J'ai commencé à travailler à Tihange à la fin des années 2000. A cette époque, les trois réacteurs étaient toujours en fonctionnement. J'étais un jeune ingénieur plein d'ambition et plein de confiance dans la technologie nucléaire. C'était avant la catastrophe

de Fukushima en 2010 et avant la découverte des microfissures des centrales belges. Fukushima a été le premier choc qui a ébranlé ma confiance dans le système. Lorsque les analyses des parois de la centrale de Tihange ont révélé des milliers de microfissures, je me suis personnellement opposé à une réouverture de la centrale. Devant la volonté politique et de ma direction de maintenir les centrales, j'ai démissionné en 2014. Je n'y suis revenu que des années plus tard ... et dans un tout autre contexte ».

Nous nous avançons vers les immenses cheminées. Posé sur le sommet de celles-ci, une armature métallique a été ajoutée afin de pouvoir y poser une éolienne tandis que les parois orientées de l'est à l'ouest en passant par le sud sont couvertes de panneaux photovoltaïques. Le versant nord a été végétalisé ce qui donne à la tour un aspect surprenant. Sur les espaces découverts du site, d'autres champs de panneaux solaires parsèment le sol. Tandis qu'une petite centrale électrique fonctionnant à la biomasse, construite il y a une dizaine d'années, contraste avec le gigantisme de l'ancienne centrale nucléaire. Les anciens sites des réacteurs sont recouverts d'un dôme de béton imposant, partiellement végétalisé. Un des trois dômes est recouvert d'immenses lettres indiquant « Plus jamais ça ! ».

« Ces dômes sont au nucléaire ce que sont les terrils à l'exploitation du charbon au 19<sup>ème</sup> et 20<sup>ème</sup> siècle. » m'indique Bertrand Devillers. « Quand la sortie définitive et inconditionnelle du nucléaire a été décidée en 2019, la question s'est vite posée de la réaffectation des sites. Le démantèlement complet était tout simplement impossible. Financièrement tout d'abord et techniquement ensuite. Il était impossible de réobtenir un site libéré de zone contaminée. Cela impliquait le démontage et le transport des tonnes et de tonnes de matériaux. Et le contexte européen de l'époque n'était pas favorable. Qui allait donc prendre et stocker ces déchets ? C'est en se posant ces questions que les gens ont vraiment réalisé à quel point le nucléaire constituait une aberration. »

Nous marchons vers un des dômes et empruntons un escalier de bois permettant de monter au sommet de celui-ci. J'ai le sentiment de grimper la butte du Lion de Waterloo. Ici on ne se souvient pas d'une bataille sanglante mais d'une technologie barbare. Deux buttes construites à approximativement 200 ans d'écart, pour se souvenir de la folie des hommes.

« Le nucléaire est par excellence le symbole de la démesure, de l'Hubris invoqué par les Grecs, de la vision à court termes des générations précédents. Avec le nucléaire en effet, plus de chute de civilisation possible, plus de possibilité d'être oublié dans l'Histoire. Nous sommes condamnés à assurer la continuité, à maintenir un savoir technique sur le sujet, même aujourd'hui alors qu'il n'y a plus de centrale en fonctionnement, pour maintenir les dépôts de déchets et les anciens sites en sécurité. Quand on étudie l'Histoire et qu'on observe la disparition des civilisations, la disparition des savoir, on se rend compte à quel point cette technologie est d'une incroyable arrogance. »

En haut de la butte, mon visage est caressé par une brise légère qui balaye la vallée de la Meuse. Une péniche remonte calmement le fleuve tandis qu'un petit voilier le descend de son côté. Le ciel bleu est la promesse d'un printemps proche. Quand je lui demande si la sortie du nucléaire a été techniquement difficile, Bertrand ne peut s'empêcher de sourire, avant de répondre « La principale difficulté était psychologique. Même en 2019, le nucléaire restait pour une part importante de la population « un progrès » et il n'est pas facile de renoncer à un progrès. La décolonisation de nos imaginaires a été, comme dans tous les chantiers qui ont débuté en 2019-2020, la condition nécessaire pour parvenir à mettre en place de nouvelles solutions. »

« En 2010, la production nucléaire représentait approximativement 23000 GWh pour la Wallonie pour une production totale d'approximativement 35.000 GWh d'électricité. A l'échelle belge, on parlait de 47900 GWh sur une production totale de 95100 GWh. L'industrie était le principal consommateur de cette électricité à hauteur de 46%. Mais elle n'était évidemment pas seule. Entre 1990 et 2010, la

consommation d'électricité dans le secteur tertiaire avait connu une croissance spectaculaire de 91% pour atteindre 6050 GWh en Wallonie. Dans le secteur résidentiel wallon, plus de 4000 GWh étaient consommés par année à répartir entre les réfrigérateurs, congélateurs, Lave-vaisselles, TV, sèche linge ou petit électro. Ce dernier représentait à lui seul près de 700 GWh par an. La consommation en électricité avait augmenté de 66% de 1990 à 2010. Et l'électricité n'était qu'une petite partie du problème. La consommation finale totale d'énergie en Wallonie était d'approximativement 135.000 GWh dont l'industrie consommait à elle seule 51.000 GWh par an ! »

« C'est la remise en question du système global qui a permis de sortir de l'impasse. Premièrement, l'industrie de production de masse a été remplacée par de plus petites unités industrielles, quasi artisanales pour certaines. La fin de l'obsolescence programmée et l'abandon de certaines technologies par définition non durables a permis de restreindre considérablement les besoins énergétiques de l'industrie. On a vu fleurir de petits ateliers locaux alimentés en grande partie par de l'énergie renouvelable et produite localement. La diminution de la consommation a également permis qu'on puisse purement et simplement stopper la production lorsque la production d'énergie renouvelable n'était pas suffisante ».

« Dans le secteur alimentaire, la fin des supermarchés aux immenses allées de congélateurs pour les remplacer par des circuits courts, par définition peu énergivores, a permis de spectaculaires diminutions de la consommation d'énergie en quelques années. Et les exemples sont encore nombreux. La suppression des voitures individuelles, le retour à une agriculture locale, la diminution du temps de travail, l'isolation des bâtiments mais aussi ( et surtout) l'isolation des corps , la collectivisation au sein de quartier et ou de village d'équipements tels que les lave-linges ou le matériel informatique, et l'acceptation que certains équipements ne peuvent pas être utilisés lorsque les conditions météo ne sont pas réunies sont autant de mesure qui ont permis de réduire drastiquement notre consommation d'énergie



sans pour autant réduire, bien au contraire, notre joie de vivre. Un des gros chantiers a été de remettre en question la notion de confort dont les standards n'avaient eu de cesse d'augmenter tout au long du siècle pour atteindre des aberrations. »

Sur les anciennes cheminées, des éoliennes tournent à vive allure. Elles sont maintenant en plein soleil et contrastent avec le bleu du ciel.

« La suppression de la pub et de son éclairage, la diminution de l'éclairage public (moins nécessaire en raison de la diminution du nombre de voitures) ont encore accentué la chute de la consommation. Le seul désavantage est que nous avons maintenant tout le loisir d'observer les étoiles même au-dessus de nos villes » dit Bertrand en souriant.

« Evidemment, tout cela s'est aussi accompagné d'une augmentation des énergies renouvelables avec des éoliennes, la pose de panneaux solaires thermiques et photovoltaïques, des micro-cogénérations produits dans d'anciennes usines de voiture,... Mais le développement de ces technologies s'est fait dans une toute autre logique que ce qui prévalait auparavant. On s'est mis autour de la table et on a, au terme d'un long processus de délibération, décidé de la production et de la consommation d'énergie nécessaire et acceptable pour notre territoire. Cela s'est fait à tous les niveaux : national, régional mais aussi au niveau des villes, des villages et des quartiers. Se fixer un but pour la consommation finale d'énergie est un changement complet de paradigme. Au lieu de dire, on va tenter de couvrir un pourcentage donné de notre consommation d'énergie par du renouvelable, on se posait la question : que peut supporter notre territoire en matière de production électrique renouvelable ? Combien d'éoliennes peut-on implanter sans trop impacter le paysage ? Quelle doit être la taille de celles-ci ? Quel pourcentage de nos forêts peut-il être utilisé pour l'exploitation ? Quelle partie de la consommation doit être produite localement ? Quelle partie peut être importée ? En Bref que peut nous donner la Nature sans trop être affectée ? Et une fois les possibilités fixées, nous avons adapté la demande

« Tout ne s'est pas fait en un jour mais, une fois disparus les verrous de la croissance et du progrès, on a pu réellement discuter de ce qui faisait notre qualité de vie. La prise de conscience générale de l'impact de notre mode de vie sur le reste du monde a grandement contribué au changement. Pour rappel, à l'époque les 20% les plus riches de la population consommaient quasiment 90% des ressources naturelles. Le réchauffement climatique que nous subissons aujourd'hui est là pour nous rappeler notre inconscience »

Nous nous dirigeons maintenant vers la sortie où je prends congé de mon hôte. Il me reste maintenant à rejoindre la ville de Huy pour prendre mon train. Il me faudra un peu d'huile de coude, ou plutôt de genoux, une des plus vieilles sources d'énergie de notre monde, pour y arriver mais les bords arborés de la Meuse et soleil couchant de cette fin d'après-midi presque printanière devraient rendre l'effort supportable.

**Prochain épisode : Un village de campagne**

## Communiqués et actions

---

### **Lettre ouverte aux parlementaires européens**

Au jour et à l'heure où le Parlement européen se prépare à émettre un avis à propos de l'accord UE-USA de Grand marché transatlantique, 375 organisations, dont le mpOC, signent une lettre ouverte

Ce mardi 3 mars 2015, à l'heure où le Parlement européen se prépare à émettre un avis à propos de l'accord UE-USA de Grand marché transatlantique (le « GMT », nommé aussi Tafta, TTIP, PTCL ou encore APT), 375 associations et organisations syndicales de 25 pays de l'UE, dont le mpOC, signent une lettre ouverte commune à destination des parlementaires européens : elles mettent en garde nos représentants et les citoyens du danger que représenterait la conclusion de cet accord pour les libertés, la protection des individus et de leurs droits ainsi que de

l'environnement naturel. Cet accord est le cheval de Troie des entreprises multinationales en vue d'un véritable coup d'état pour une main mise sur les processus de décisions parlementaires, aidées en cela par des fonctionnaires de l'UE non mandatés ni par les citoyens, ni par leurs représentants.

Les lettres dans différentes langues (EN, FR, DE, ES, IT, PT, NL, DK, GR, BG) est disponible sur le site du CEO(Corporate Europe Observatory)

Plus d'information sur le GMT et la pétition en cours : <http://liege.mpoc.be/#GMT>

## Le mpOC relaie

---

### Foire aux questions du MOC

Nos amis français ont rédigé une foire aux questions dont nous vous recommandons vivement la lecture !

Vous trouverez le texte via ce lien : <http://www.les-oc.info/foire-aux-qu...>

### Crash du vol Barcelone-Dusseldorf : à 7 min du site nucléaire de Cadarache

Un communiqué de la coordination antinucléaire sud-est française

Le crash du vol Barcelone-Dusseldorf au dessus de Seynes-les-Alpes s'est produit mardi 24 mars 2015 à moins de 7minutes de vol et 110km du site nucléaire de Cadarache (Bouches-du-Rhône) et à peine 8 minutes des sites nucléaires de Tricastin (Vaucluse-Drôme), de Marcoule (Gard) et de la centrale nucléaire de Cruas (Ardèche). Aucune intervention, même celle du Mirage 2000 qui a décollé de la base d'Orange (Vaucluse) n'a pu empêcher le crash... Aucun site nucléaire n'est en mesure de résister à un tel événement. Il faut les mettre à l'arrêt immédiatement.

Nous laissons le sensationnel et l'émotionnel aux grands médias qui tournent en boucle. Nous, rationalistes et humanistes, centrons notre attention

sur les faits bruts et objectifs, et la protection de l'humain, du vivant et des territoires. Les voici en 4 illustrations. A chacun de juger si nous pouvons éviter l'enchaînement de la catastrophe nucléaire dans un tel cas. Que le crash soit accidentel ou volontaire.

Le site nucléaire de Cadarache (Commissariat à l'Energie Atomique et Areva) dans les Bouches-du-Rhône comporte plusieurs INB (Installations Nucléaires de Base) et INBs (Installations Nucléaires de Base Secrètes) militaires et se trouve à à peine 110km du lieu du crash soit à 7minutes de vol. Le couloir de vol et la trajectoire du vol 4U9525 de la filiale low-cost de la Lufthansa passait à quelques mètres de la base militaire nucléarisée de Toulon et du site nucléaire de Cadarache.

Les sites nucléaires du Tricastin (Commissariat à l'Energie Atomique, Areva, EDF) en Vaucluse et en Drôme constituent la plus forte concentration d'INB de production de matières fissiles civiles et militaires, de traitement de déchets, d'anciens bâtiments de recherche atomique militaire, ainsi qu'une centrale nucléaire de 4 réacteurs de plus de 30 ans d'âge. Le site se situe à près de 120km du lieu du crash de l'avion soit à près de 8 minutes de vol.

Le site nucléaire de Marcoule (Commissariat à l'Energie Atomique, Areva, EDF) dans le Gard comporte plusieurs INB (Installations Nucléaires de Base) et INBs (Installations Nucléaires de Base Secrètes) militaires dont celles de la production de la bombe atomique et du terrifiant produit de fission (improprement appelé "combustible" car il n'y a pas de combustion) "Mox". Mox est un mélange d'oxyde de plutonium et d'oxyde d'uranium, le plus dangereux produit fabriqué par l'être humain, celui qui se trouve dans le réacteur n°3 en perdition de Fukushima et dans 25 réacteurs nucléaires en France.

A quelques kilomètres de là, à quelques minutes à vol d'avion : les sites nucléaires de Cruas en Ardèche (centrale nucléaire EDF) et de Romans sur Isère (assemblages de produits de fission par Areva).

Aucun site nucléaire n'est en mesure de résister à un crash d'avion. D'un coup d'aile : c'est le massacre.

Source et cartes : <http://coordination-antinucleaire-s...>

## **Communiqué de presse de l'ASBL**

### **Végétik**

En réponse au plaidoyer carnivore du ministre de l'Agriculture, Monsieur Borsus, le jour de la journée internationale sans viande.

Notre association vient de prendre connaissance du [communiqué de presse de Monsieur Borsus](#), le ministre de l'Agriculture, à l'occasion de la journée internationale sans viande. Monsieur le ministre y développe 9 arguments dont les intentions sont claires : faire l'éloge de la consommation de viande bovine wallonne ! Nous comprenons bien les visées électoralistes de cette initiative, mais nous nous étonnons de constater les connaissances approximatives d'un ministre sur une matière faisant partie de son portefeuille de compétences. Nous pouvons comprendre sa position partisane, mais nous n'acceptons pas que le citoyen soit trompé par des données erronées et qu'il soit encouragé à poursuivre un régime alimentaire présentant des risques pour la santé.

Comme l'a observé le rapport commun de l'Organisation mondiale de la santé et de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) intitulé « Alimentation, nutrition et prévention des maladies chroniques », notre modèle alimentaire, riche en viande et en produits animaux a pour conséquence l'augmentation de la prévalence des maladies chroniques évitables d'origine nutritionnelle : obésité, diabète, maladies cardio-vasculaires, cancers et ostéoporose principalement. (1)

Nous rappelons également que les élevages sont considérés par deux organismes des Nations Unies, la FAO et le programme des nations unies pour l'environnement (PNUE) comme une des causes majeures de la dégradation des écosystèmes (2).

Nous voudrions reprendre point par point l'argumentation de Monsieur le Ministre pour montrer le peu de sérieux dont il fait preuve. Nous

aimerions lui rappeler que le peuple Belge lui a donné un mandat pour défendre les intérêts de tous, producteur et consommateur. Il nous semble scandaleux qu'il se fasse le chantre de la filière bovine et montre par-là, que sur de nombreux sujets nous ne pouvons plus attendre de lui des décisions en matière de politique agricole qui ne soit partisane.

De notre point de vue et dans l'intérêt de chacun, nous trouvons plus judicieux d'anticiper l'avenir et d'accompagner les éleveurs vers des modes et secteurs de production plus durables et porteurs d'avenir.

### **1) L'homme a besoin de viande**

Monsieur le ministre commence par rappeler, fort utilement, que selon le Conseil Supérieur de la Santé, il n'est pas recommandé de dépasser 300gr de viande rouge par semaine. Il affirme que ce chiffre correspond à la consommation moyenne actuelle, qu'il n'y a donc aucun problème.

Pourtant de l'avis de ce même organisme, on apprend également que la consommation des Belges est de 640 GR de viande rouge par semaine (3). L'erreur du ministre est très fréquente : elle consiste à confondre viande bovine et viande rouge. Qu'il nous soit permis de lui rappeler que ce terme de viande rouge est aussi utilisé pour la viande de porcs et de moutons et que les Belges mangent une plus grande quantité de viande de porc que de viande bovine, plus coûteuse. Monsieur Borsus oublie par ailleurs, fort à propos, de rappeler le pourquoi de cet avis du Conseil Supérieur de la Santé. Il s'agissait de mettre en garde le grand public par rapport à des études récentes qui confirment une fois de plus le lien entre une consommation excessive de viande rouge et le risque de développer un cancer colorectal.

Ensuite le ministre affirme que la consommation de viande aurait baissé de 50% en 30 ans, chiffre absolument inédit ! Nous voudrions connaître l'origine de ces informations qui permettent d'affirmer de pareilles énormités. D'après les statistiques du Service public des Finances (4), on peut tout au plus parler d'une diminution de 10 %, surtout liée aux scandales alimentaires qui ne cessent de ternir l'image de ce secteur. Encore une fois la

confusion doit porter sur la distinction entre viande rouge, viande bovine et viande blanche.

Nous trouvons par contre honteux que sur la base de données erronées, le ministre de l'agriculture se permette ensuite d'affirmer ; nous le citons : « Il faut maintenir le niveau actuel » de consommation de viande.

**Voilà donc l'objectif de cette sortie médiatique, en dépit du bon sens, en dépit des appels du corps médical et des nutritionnistes, en dépit des rapports de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) et de ses confrères du ministère de la Santé ainsi que du Plan National Nutrition Santé. Monsieur le ministre exhorte la population à ne pas changer d'habitudes alimentaires. Ce sont là de lourdes responsabilités.**

La suite montre encore que sa spécialité n'est pas la nutrition, mais le droit. Il affirme que l'homme étant omnivore, la consommation de viande est nécessaire. Pourquoi s'aventurer sur un terrain aussi glissant ?

Le régime omnivore est **un avantage** évolutif et en aucun cas une contrainte, il faut savoir que notre morphologie naturelle est plutôt adaptée à l'alimentation végétale. En effet notre espèce est à l'origine arboricole, comme les singes, nos proches parents. Leur régime alimentaire était alors principalement granivore et frugivores. Grâce au feu et aux outils, l'homme a eu accès à une alimentation plus carnée. C'est une option avantageuse lorsque les conditions de vie sont difficiles, mais cette option n'est en aucun cas nécessaire dans le cas d'une société comme la nôtre caractérisée par une offre abondante et variée de végétaux comestibles (Pour rappel les botanistes ont recensé plus de 70.000 espèces de plantes comestibles).

Pour vérifier l'affirmation du ministre, il faudrait montrer que s'abstenir de viande comporte des risques pour la santé, cela ne peut se faire que sur la base d'études scientifiques sérieuses.

Heureusement, elles existent. La plus significative étant celle publiée par le docteur Key dans *American Journal of Clinical nutrition* (5) en 1999 qui analyse les 5 plus grandes études jamais réalisées à ce jour et dont l'objectif principal était de comparer l'espérance

de vie globale des végétariens et des omnivores. Les résultats ne plairaient pas à Monsieur Borsus, car ils contredisent ses affirmations. Les végétariens bénéficient d'une espérance de vie supérieure aux omnivores et développent moins souvent de maladies cardiovasculaires.

Mais au-delà de ces études, vivent en Belgique plus de 300.000 végétariens et végétaliens. En Allemagne on en compte plus de 6 millions. Ce mode alimentaire est de plus en plus populaire ; partout dans les pays développés pour d'évidentes raisons éthiques. A ce jour, aucune maladie spécifique ne touche cette population.

Pour exemple, les gouvernements allemands et suisses ont constitué une commission d'enquête à la demande d'associations de citoyens afin de répondre officiellement à la question : « Peut-on être en bonne santé sans manger de viande? ».

Après enquête, ils sont arrivés à la même conclusion que *l'American Dietetic Association (ADA)*, la plus grande association de nutritionnistes américaine (70.000 membres) : *«les alimentations végétariennes (y compris végétaliennes) bien conçues sont bonnes pour la santé, adéquates sur le plan nutritionnel et peuvent être bénéfiques pour la prévention et le traitement de certaines maladies. Les alimentations végétariennes bien conçues sont appropriées à tous les âges de la vie, y compris pendant la grossesse, l'allaitement, la petite enfance, l'enfance et l'adolescence, ainsi que pour les sportifs. »* (6)

## **2) C'est bon pour la planète**

Monsieur Borsus aimerait faire croire au citoyen que l'élevage est bon pour la planète, en faveur de son développement naturel et de son équilibre. Mais il oublie que son analyse se limite aux élevages bovins en Wallonie. Alors que les Belges consommaient en 2013, selon le Service Public Fédéral (SPF) des finances, 25 kilos de porcs, 15 kilos de volailles et 6 kilos de bœuf. Il apparaît donc que la consommation

de viande bovine n'est pas l'élément décisif dans le bilan environnemental de la production de viande. (5)

Pour rappel, 97 % des élevages de porcs et 90 % des élevages de poules en Belgique ont adopté un mode de production intensif; ce qui signifie qu'on nourrit principalement ces animaux avec du maïs et du soja principalement OGM, et importés des Etats-Unis, du Brésil et de plus en plus d'Argentine.

Ces plantes, qui nécessitent l'utilisation abondante de pesticides, sont gourmandes en eau. De plus, l'association Greenpeace, après une enquête de 4 ans, a montré qu'une des causes principales de la déforestation de la forêt amazonienne est imputable à la culture de soja destiné aux élevages européens. Une des firmes incriminée par ce rapport était la multinationale Cargill qui possède de nombreuses implantations en Belgique.

Mais revenons aux élevages Bovins wallons. Il faut reconnaître que, comme l'indique monsieur le Ministre, le bilan environnemental d'une vache de terroir nourrie à l'herbe est bien meilleur que celui d'un bovin appartenant à une race conçue pour la production intensive et nourrie avec du maïs et du soja. Nous félicitons d'ailleurs tous les éleveurs qui ont fait le choix parfois risqué de passer d'un mode de production intensif à un mode de production extensif et encourageons les personnes désireuses de continuer à manger de la viande de se tourner vers ce type de filière.

Cependant, il ne faut pas ignorer que le cheptel wallon est principalement composé de races très productives comme le Blanc Bleu pour la viande et la Holstein pour le lait. Or nous savons que la plupart des exploitations ne possèdent pas assez de surfaces de pâturages au regard de la quantité d'animaux élevés et dépendent donc d'un apport extérieur. Nous savons aussi que les performances de ces races à viande et à lait dépendent d'une alimentation végétale enrichie (hyper-calorique et hyper-protéinée) qui sont souvent des plantes gourmandes en eau, en

pesticides et en engrais quand elles ne sont pas importées de l'étranger.

### **3) Vive le local !**

Nous sommes d'accord avec le ministre lorsqu'il nous apprend que la production de viande bovine implique un circuit de production local et nécessite peu de déplacements, ce qui est une bonne chose pour le bilan carbone.

Mais une fois de plus la viande la plus consommée en Wallonie est la viande de porc et de volaille et cette production est majoritairement implantée en Flandre (cela représente + de 90% de la production belge). Ces élevages intensifs sont de gros consommateurs de protéagineux importés par des transatlantiques très gourmands en énergie fossile. Le bilan carbone en prend pour son grade.

Malheureusement, Monsieur Borsus, le bilan carbone de l'élevage bovin Wallon est aussi critiquable. Bien que ce secteur avance souvent l'argument que les pâturages peuvent être considérés comme des puits de carbones. La nécessité d'entretenir de vastes zones herbeuses pour l'élevage peut, en effet, sembler bénéfique du point de vue de la lutte contre le réchauffement climatique.

Mais à bien y réfléchir, si l'on veut que ces espaces puissent capturer le dioxyde de carbone via la photosynthèse, il faudrait y planter des arbres et surtout ne pas y introduire de ruminants. Car ces animaux, par la rumination, vont produire du méthane et contribuer à relâcher dans l'atmosphère le carbone piégé par la plante. Le méthane est un gaz dont la capacité à provoquer un effet de serre est 23 fois supérieure à celle du CO2.

Nous avons calculé, à partir de chiffres publiés par l'institut agronomique de Gembloux, qu'en un an, une vache était responsable de l'émission d'une quantité de GES comparable en équivalent carbone à celle d'un 4x4 parcourant 9315Km (7). Chiffre qu'il faut

multiplier par 2 millions et demi, ce qui correspond au cheptel Belge en 2008.

#### **4) Les ressources pour nourrir nos bêtes sont présentes.**

Nous supposons que lorsqu'il parle de bêtes, le ministre fait encore référence aux bovins, une obsession décidément. Il nous explique aussi que nous avons de l'eau en suffisance et que donc nous ne devons pas nous occuper de ce paramètre. Contestant les chiffres du Fonds des Nations unies pour l'alimentation faisant état de l'utilisation de 1500 litres d'eau pour produire un steak, il propose une autre étude qui arrive à un résultat très inférieur. Le problème c'est qu'il ne fournit aucune référence pour cette étude française, il ne nous sera donc pas permis de savoir si cette étude provient d'un chercheur aussi objectif que Monsieur Yves Beckers, qu'il cite à 2 reprises.

Nous nous étonnons d'ailleurs que soit utilisé de pareilles sources d'informations : après tout Monsieur Beckers exerce ses talents dans une unité de zootechnie, science dont l'objectif avoué est de faire produire toujours plus de viande, d'œufs ou de lait aux animaux. Monsieur le ministre ne se soucie pas de présenter l'avis éclairé d'experts impartiaux. Il ne semble pas voir l'once d'un conflit d'intérêts en utilisant ces références.

Mais n'ergotons pas. Nous voudrions cependant faire observer au ministre que si nous avons bien de l'eau en quantité, qui le contesterait ? Nous ne sommes pas d'accord lorsqu'il dit que notre eau est de qualité, il ne peut ignorer que récemment l'Europe a fustigé la Wallonie pour sa mauvaise gestion de l'eau. Elle est d'ailleurs menacée d'astreintes financières si elle ne construit pas rapidement plusieurs centres de traitement des eaux usées. Une des inquiétudes des technocrates de Bruxelles est la concentration inquiétante de nitrate que l'on y retrouve.

Nous voudrions porter à l'attention du ministre le rapport de l'évaluation européenne pour l'azote (ENA) (8) qui suit une vaste étude menée par 200 experts provenant de toute l'union européenne. On y apprend que ce type de pollution est principalement dû aux

élevages. D'après ces experts, 80 % de l'azote utilisé en agriculture sert à produire de la nourriture pour l'élevage. L'excès de nitrate dans l'eau a pour incidence une augmentation des cas de cancers pour ceux qui en boivent régulièrement. S'ils sont présents en trop grande quantité dans l'air, ils provoquent une diminution de l'espérance de vie dans les zones concernées. Les nitrates entraînent également des phénomènes d'algues vertes et de « zones mortes » le long des côtes.

Cette étude évalue à 700 euros par individu et par an les coûts de cette pollution pour un pays fortement touché. C'est notre cas, malgré un mieux, (l'utilisation d'engrais azotés a baissé de 20 % en Wallonie depuis 1995). La Région reconnaît dans son *Tableau de bord 2010 de l'environnement wallon* se situer encore 40 % au-dessus de la moyenne européenne. (9)

#### **5) L'Agriculture, un secteur économique à part entière**

L'agriculture est un secteur économique important, mais nous aimerions rappeler qu'historiquement, c'est le passage d'un mode de production extensif à un mode de production intensif qui est responsable de la faillite des petites exploitations et de la disparition de nombreux emplois dans ce secteur.

Nous aimerions que soit prise en compte l'idée d'arrêter d'accorder des subventions à la production intensive et de concentrer nos efforts pour favoriser l'émergence d'exploitations respectueuses de l'environnement avec pour horizon une gestion à long terme de nos ressources. C'est à cette seule condition que nous garantirons la sécurité alimentaire des citoyens. L'agriculture doit changer de paradigme et doit inclure dans son bilan économique les dommages que subissent les écosystèmes et que devront payer un jour ou l'autre les citoyens.

Si ces changements entraînent une perte de productivité, ce sera tout bénéfice en termes de création d'emplois.

#### **6) Il faut nourrir la planète**

C'est ici, que nous nageons en plein délire ! Monsieur le ministre envisage de nourrir les 2 milliards et demi d'humains supplémentaires que comptera la planète en 2050 avec de la viande ?

Nous lui suggérons de lire le rapport de la F.A.O : «*Livestock's long shadow*» et d'enchaîner par le récent rapport du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) : «Produits et matières premières » pour qu'il puisse vite se rendre compte de la dangerosité de ses propos. (10)

En résumé, la F.A.O prévoit que si nous devons nourrir un cheptel aussi gigantesque, il faudrait doubler la production agricole mondiale. Or, aujourd'hui cette production stagne malgré les avancées technologiques.

Pour augmenter les rendements agricoles, il faudrait : des sols en bonne santé, un climat favorable et de l'eau, beaucoup d'eau. C'est précisément ce dont on manquera en 2050.

Actuellement, 45 % de la production mondiale de céréales est destinée à nourrir les animaux d'élevage; 90 % du soja mondial et 80% de la production de maïs américain leur sont consacrés.

Chez nous, En Belgique, c'est 50 % de la production de blé qui est destinée aux élevages. Cela oblige la Belgique à en importer pour nourrir la population; le blé panifiable étant différent du blé destiné au bétail. Si la demande en viande augmente encore, la demande en soja et en maïs augmentera également et donc les surfaces nécessaires pour les produire aussi. Monsieur Borsus est-il d'accord de raser toutes les forêts pour fournir de la viande à toute la planète ?

La demande de produits carnés fera également monter le cours de ces précieux aliments, les personnes les plus pauvres devront se serrer la ceinture, non pas pour manger de la viande dont

monsieur le ministre plébiscite la consommation, mais uniquement pour pouvoir se nourrir d'aliments végétaux de base. En consommant toujours plus de viande, on augmente la compétition pour l'usage des sols

.  
Plantera-t-on, alors, des plantes destinées aux hommes ou d'autres spécifiquement destinées aux animaux en perdant au passage en moyenne 90 % des calories et 70 % des protéines ?

Au train où ça va, Monsieur le ministre, en 2050 nous devons choisir entre nourrir les animaux d'élevage ou nourrir les humains !

## **7) Le « Blanc bleu belge », une des fiertés nationales**

Le Blanc bleu est un animal qui souffre d'une altération génétique provoquant une hypertrophie musculaire. (11) Nous comprenons l'intérêt des producteurs mais nous voyons moins l'intérêt du consommateur soucieux de bien-être des animaux utilisés pour l'élevage. Il faut savoir que cette malformation génétique a pour conséquence une augmentation très importante de la masse de l'animal qui sera donc davantage sujet aux problèmes articulaires.

De plus, les femelles de cette race ne peuvent plus vêler naturellement mais nécessite l'intervention d'un vétérinaire pour pratiquer une césarienne (un marché bien lucratif !). Ces animaux, plus fragiles, reçoivent une plus grande quantité d'antibiotiques. Ce qui pose un problème sanitaire et nous amène à considérer ce problème majeur. Quid de l'augmentation de la résistance des bactéries pathogènes dans les élevages ?

En affirmant que le Blanc bleu belge est une fierté nationale, Monsieur Borsus affirme qu'utiliser pour l'élevage des animaux présentant des malformations génétiques devrait rendre les citoyens fiers de l'inventivité de nos ingénieurs agronomes. Je lui

suggère d'observer la réaction du citoyen lambda lorsqu'il aperçoit une de ces bêtes difformes dont la morphologie ressemble étrangement à un body-builder gonflés aux anabolisants.

En jouant le jeu du tout-intensif, les éleveurs ne jouent-ils pas à un jeu dangereux ? Il serait bon qu'ils prennent connaissance de la sensibilité des consommateurs.

### **8) Notre élevage nous permet l'auto-suffisance.**

Gros exportateur de viande et de lait, la Belgique est bien évidemment auto-suffisante pour ces deux matières. Mais à quel prix ? La plus grande partie de notre territoire et une partie non négligeable du territoire d'autres pays est accaparée par la production de végétaux destinés aux élevages. Pendant ce temps, nos sols se dégradent car les méthodes agricoles pour la production de ces plantes sont plus intensives que pour la production de plantes destinées aux êtres humains.

Pour exemple, la Belgique est incapable de produire assez de blé panifiable pour fournir les boulangeries du royaume. Pourquoi cette situation ? L'explication est simple et nous a été donnée par la responsable de communication de la filière grande culture : 50 % du blé produit dans notre pays est destiné à nourrir les animaux parce que pour ce type de blé le cahier de charges est plus favorable à l'utilisation de pesticides.

Les agriculteurs, dépendants des aléas du climat, préfèrent jouer la sécurité et produire des plantes destinées aux élevages car ils peuvent utiliser plus de produits « phytosanitaires » et comme le prix de la tonne de blé panifiable est quasi le même que la tonne de blé destinée au bétail, ils optent souvent pour la sécurité.

N'oublions jamais que la plupart des nuisances environnementales des élevages ont pour cause la production intensive de plantes bon marché ! Et qui

dit bon marché dit agriculture intensive avec son cortège de produits chimiques et d'engrais. Une agriculture non durable qui, justement, devrait provoquer chez nos décideurs de légitimes craintes quant à la sécurité alimentaire des générations à venir.

Malheureusement, nous avons compris que nous ne pouvons plus attendre de notre ministre qu'il puisse être au rendez-vous des défis de demain.

### **9) Parce que c'est bon !**

Oui la viande c'est bon, des milliers de spots publicitaires nous le rappellent quotidiennement. Fallait-il, que le ministre prenne de son temps pour nous le rappeler ? Les 10 millions d'euros de frais de fonctionnement de l'agence wallonne pour la promotion d'une agriculture de qualité (APaqW) ne suffisent-ils pas ? Lorsque l'on sait que la plus grande part de son budget est consacrée à la promotion de produits animaux, dans un pays où les citoyens sont en situation de surconsommation. Il y a de quoi s'interroger.

Par ailleurs, les belges mangent trop peu de fruits et de légumes. La dernière grande étude sur les habitudes alimentaires dans notre pays le montre clairement (12).

Ces incohérences sont criantes et montrent que la santé des consommateurs ne fait pas partie des préoccupations de Monsieur le ministre. Nous espérons qu'il défendra avec autant de conviction les maraîchers respectueux des sols, de l'eau et des consommateurs et qu'il utilisera toute sa détermination pour venir en aide à la filière Bio trop peu soutenue.

Pour finir, le 20 mars, c'était la Journée Internationale Sans Viande. Cette journée était passée plus ou moins inaperçue. Mais grâce à la touchante déclaration d'amour à la viande Bovine Wallonne de Monsieur



Borsus, nous espérons que les médias feront un meilleur accueil à ces problématiques importantes.

Les propos de Monsieur le ministre de l'agriculture devraient être une source d'interrogations et de questionnements pour un grand nombre de citoyens.

Nous encourageons les lecteurs de ce communiqué à découvrir [notre tableau synoptique](#) des conséquences de l'élevage intensif qui synthétise l'ensemble de ces problématiques compliquées en un visuel clair et compréhensible (13) .

Ce communiqué de presse est signé par les trois collectifs de l'ASBL Végétik (Bruxelles, Liège, Charleroi)

L'ASBL Végétik est une association de citoyens ayant pour objectif général d'inciter la population belge à végétaliser son alimentation.

Nous pensons qu'il est urgent de favoriser des aliments produits près de chez nous par une agriculture de qualité et qui fait la part belle aux fruits et légumes ainsi qu'aux céréales et aux légumineuses. Les actions de L'ASBL Végétik s'inscrivent toutes dans cette perspective.

Nous sommes favorables à l'instauration d'un jour sans viande dans les cantines et les administrations. L'objectif est de montrer concrètement que la cuisine végétarienne permet de manger à sa faim tout en se faisant plaisir. Nous proposons des informations claires et objectives afin d'aider le public à prendre conscience de l'utilité de changer de modèle alimentaire.

(1) OMS/FAO, Diet, Nutrition and the prevention of chronic diseases, 2002

(2) Lire le rapport [« livestock's long shadow »](#) de la FAO et le rapport du PNUE [« impacts environnementaux de la production et de la consommation : produits et matières premières »](#)

(3) Avis du CSS [« red meat, processed red meats and the prevention of colorectal cancer »](#)

(4) Communiqué de presse du SPF économie ( 24 juillet 2014) : [« La Belgique consomme moins de viande et en exporte beaucoup plus »](#)

(5) Dr Key,1999, publication in American Journal of Clinical Nutrition. [“ Mortality in vegetarians and non vegetarians: detailed from a collaborative analysis of 5 prospective studies”](#)

(6) [Position officielle de l'Association américaine de diététique au sujet de l'alimentation végétarienne](#)

(7) 9315Km = 2070 kg d'équivalent co2 par an ou 90 kg/an de méthane pour une vache laitière

(8) [The European Nitrogen assessment](#) Pour réduire l'utilisation des engrais azotés, les chercheurs de l'ENA préconisent un changement des habitudes alimentaires. Réduire notre consommation de protéines animales aurait un impact significatif : 80 % de l'azote utilisé en agriculture sert en effet à produire de la nourriture pour l'élevage, note l'étude. Selon Mark Sutton, du Centre d'écologie d'Edimbourg, *« les solutions incluent une utilisation plus efficace des engrais minéraux et organiques (fumiers, lisiers, composts...) et des choix alimentaires visant à une consommation modérée de viande »*. (ENA)

(9) [Tableau de bord de l'environnement wallon](#)

(10) Lire le rapport [« livestock's long shadow »](#) de la FAO et le rapport du PNUE [« impacts environnementaux de la production et de la consommation : produits et matières premières »](#)

(11) Explication de ce qu'est un Blanc bleu dans le documentaire du National Geographic [« Meet the super cow »](#)

(12) Voir le site du [Plan National Nutrition Santé](#).

(13) <http://www.unjoursansviande.be/pdf/elevageintensif.pdf>

**Souveraineté et austerité**

Ce samedi 28 février s'est tenue une réunion débat sur le sujet EU, souveraineté et austérité organisé par l'association Constituante. Rappelons d'abord que Constituante, née d'une assemblée citoyenne en mars 2012 a pour objet de s'opposer aux traités européens qui contraignent les nations européennes à des budgets d'austérité qui plongent une bonne partie des peuples dans des difficultés économique allant jusqu'à la misère. Ces traités, dont les plus importants sont le traité sur le MES (Mécanisme Européen de Stabilité) et le TSCG (Traité sur la Stabilité, la Coordination et la Gouvernance), ont été transposés dans les Etats membres sans respecter les règles de droit institutionnel. Ainsi, par exemple en Belgique, ils s'imposent à la Constitution nationale sans que celle-ci ait été modifiée. Dès lors Constituante a déposé un recours devant la Cour Constitutionnelle belge en plaidant que ces traités sont illégaux puisque anticonstitutionnels. Un tel acte juridique mené par un très grand nombre de citoyens est dénommé class action. Le mpOC s'est joint à cet objectif (comme 40 autres organisations) et vous trouverez le détail de notre position en suivant le lien <http://www.objecteursdecroissance.b...> . Plus globalement, Constituante a pour objectif premier l'exigence d'une consultation populaire sur les traités.

La réunion de ce 28 février donnait la parole à pas moins que 6 invités pour qu'ils donnent leur avis sur ces traités dits budgétaires, de stabilité ou d'austérité et sur leurs conséquences pratiques. Nous avons entendu Yannis Thanassekos, professeur Grec, Karin Verelst, professeur à la VUB et porte-parole de la class action, Dries Goedertier, chercheur, José Fontaine, philosophe et rédacteur en chef de la revue Toudi, Geert Van Istendael, écrivain et Philippe Defeyt, président de CPAS.

Des exposés entrecoupés d'échanges vivants, pendant plus de 3 heures ne peuvent se résumer ici. Je retiendrai donc quelques unes des idées fortes qui ont émergé. La Grèce fut très présente dans les débats puisque elle est le laboratoire où les prêtres de la religion féroce qu'est le néolibéralisme ont appliqué leurs recettes avec le plus de détermination depuis 6 ans. Marie-Rose Cavalier nous a cité les chiffres qui montrent que la Grèce est un pays en voie de sous-

développement. Mais la Grèce est aussi le pays où le peuple s'est révolté et a élu un gouvernement qui veut résister au rouleau-compresseur de l'austérité concoctée par la Troïka (Commission, Banque centrale européenne et Fond Monétaire International). La crise humanitaire qui se développe là est volontaire et les négociations menées depuis quelques semaines semblent dans l'impasse car la sclérose des autorités européennes est telle qu'elles sont devenues incapables de mener un dialogue démocratique. Cette crise sociale qui est devenue permanente indique que c'est le système imposé par le capitalisme financier qui est en lui-même la crise. Certains ont comparé ce qui se passe aujourd'hui en Grèce à ce qui s'est passé en Allemagne entre 1930 et 1933. La volonté d'imposer aux Etats des règles budgétaires décidées par les technocrates confis dans leurs certitudes néolibérales permet de dire que l'on vit depuis Maastricht dans une Europe post-démocratique.

Toute résistance aux menées de l'élite néolibérale est qualifiée de populiste et la reprise de la formule de Miss Thatcher que There Is No Alternative (TINA) est en soi un refus du débat démocratique. Et de fait, on assiste de plus en plus au transfert de compétences des Etats vers des instances supranationales composées de personnes non élues. Les nations perdent de plus en plus de leur souveraineté transférée vers des lieux dénués de toute légitimité démocratique. Verhofstadt dit, lui, qu'il faut d'abord créer une nation européenne et qu'ensuite (?) on pourra la rendre démocratique Bien que le programme de Syriza ne soit pas d'extrême-gauche (comme certains essaient de le faire croire), la Commission s'est crispée sur son cadre rigide. Merkel a quant à elle osé dire que la démocratie doit se conformer aux règles du marché !

On réalise que la Commission et la Banque mondiale sont occupées à détruire la social-démocratie et en particulier toutes les conquêtes que l'on résume sous le nom de sécurité sociale. En conséquence, les CPAS deviennent la poubelle qui doit accueillir tous ceux qui ne seront plus pris en charge par les mécanismes de protection de la sécurité sociale en pleine régression. L'austérité budgétaire que l'on voit imposée à tous les niveaux de pouvoir est étonnamment traduite par une

austérité dans les dépenses sociales et beaucoup moins dans d'autres fonctions budgétaires.

Les CPAS, quant à eux, débordés par l'arrivée de besoins nouveaux, se contentent de donner des revenus d'insertion mais sont incapables d'assurer l'aide sociale en tant qu'accompagnement des personnes, ce qui se conçoit quand on sait que les assistants sociaux se voient parfois confier près de 150 dossiers. Ingérable ! On réduit aussi les aides à l'emploi que sont les articles 60. Les inégalités augmentent donc de plus en plus, avec l'élément supplémentaire qu'il est des CPAS de communes riches qui peuvent encore avoir la tête hors de l'eau mais ceux des communes pauvres sont littéralement noyés. Et la Région, elle aussi désargentée, ne peut pas rétablir l'équilibre entre communes pauvres et communes riches.

Malgré ce triste tableau, les personnes présentes sont convaincues qu'il faut continuer à se battre avec détermination. La démocratie menacée par la supranationalité ne survivra que si l'on s'accroche aux souverainetés locales (commune, régions, Etats). Un des projets que concocte Constituante est d'établir une liste des droits fondamentaux intouchables et bien sur de poursuivre sa class action et toutes les initiatives qui s'opposent à la perte de souveraineté que tente d'imposer une Europe néolibérale décidément soumise aux desiderata des entreprises transnationales et de la finance internationale.

## Les petites annonces de L'Escargot déchaîné



Le mpOC recherche « un(e) graphiste »

Nous sommes à la recherche d'un(e) graphiste qui pourrait nous faire une maquette à la fois esthétique et moins gourmande en encre que l'actuelle, histoire de nous mettre en conformité avec nos valeurs de sobriété : n'hésitez pas à nous contacter si vous pouvez nous rendre ce service!

## Agenda

**Du 28 mars au 17 avril**

### **3 semaines de mobilisation pour les luttes paysannes**

Les luttes paysannes mobilisent les citoyens belges D'ici au 17 avril 2015, partout en Belgique, des collectifs citoyens et des organisations de la société civile belge se mobilisent aux cotés du monde paysan belge pour défendre l'accès à la terre qui est une ressource indispensable au maintien et à l'installation de paysans. Elle est essentielle pour développer l'agriculture du futur qui sera nourricière, locale, familiale et biologique. En tout, ce ne sont pas moins de 30 actions locales qui auront lieu et auront pour but de provoquer un véritable débat citoyen autour de l'avenir de notre alimentation. Pas de futur sans paysans ! Or, les petites fermes disparaissent pourtant à une vitesse fulgurante... Les actions prennent des formes très diverses, à l'instar de la grande diversité d'acteurs qui soutiennent ce débat : ciné-débat, conférence, action en rue, distribution de tracts en gare, émissions radio, forum, plantage de patates, etc...

Le Réseau de soutien à l'agriculture paysanne est un réseau informel qui réunit tous ceux qui le désirent. NOUS SOMMES TOUT LE MONDE ! Des hommes et de femmes de tous les âges désireux de reprendre le contrôle de notre alimentation, défendre et propager des alternatives à l'agro-industrie et au capitalisme. Tous et toutes, citoyens ou pas, collectifs, activistes, associations, paysans, sont les bienvenus et sont appelés à se mobiliser ! Rejoignez-nous !

Plus d'infos sur les actions : [www.luttespaysannes.be](http://www.luttespaysannes.be)

**Jeudi 9 avril 18:30-21:30**

**Conseil politique**

Conseil politique du mpOC. Pour rappel notre conseil se tient tous les deuxième jeudi du mois et est ouvert à tous les membres qui en reçoivent d'ailleurs l'ordre du jour

+ d'infos Secrétariat du mpOC : info chez [objecteursdecroissance.be](http://objecteursdecroissance.be)

Maison de l'écologie

Rue Basse Marcelle à 5000 Namur

### **Du 17 au 18 avril**

#### **Alliance D19-20 : Mobilisation**

A l'occasion de la journée internationale contre les Traités de libre échange, l'Alliance D19-20, co-organise avec Acteurs des Temps Présents, Hart Boven Hard et Tout Autre chose un sommet alternatif et une grande manifestation les 17 et 18 avril prochains.

Voici comment votre organisation peut contribuer à la réussite de cette initiative En diffusant le tract via votre site internet, les réseaux sociaux et votre mailing liste et en appelant massivement à rejoindre la MANIFESTATION samedi 18 avril à 14h.

En participant aux ateliers le samedi 18 avril à 10h au 19, Rue Pletinckx à 1000 Bruxelles.

Au programme, des ateliers sur diverses thématiques directement liées aux accords de libre-échange. Vous trouverez les intitulés de chaque atelier dans le tract en annexe.

Dans la mesure du possible, merci de nous communiquer AVANT LE LUNDI 13 AVRIL le nom de votre organisation + le nombre de personnes la représentant + l'intitulé de l'atelier ou des ateliers auxquels ils/elles participeront. En prenant la parole sur les stratégies d'action pour contrer ces traités et le pouvoir grandissant des multinationales au meeting qui se tiendra le 18 avril de 12h30 à 13h30. Vous êtes cordialement invité-e-s à prendre la parole lors de cette assemblée qui précédera le départ de la manifestation de 14h. Le timing sera court et afin de laisser la parole à toutes les organisations qui le souhaitent, nous limiterons chaque intervention à

maximum 5 minutes. Veuillez nous avertir de votre volonté de prendre la parole. En participant à l'interpellation politique qui aura lieu le vendredi 17 avril à partir de 18h30 à laquelle sont déjà annoncés différent-e-s représentant-e-s de partis politiques. Envoyez votre inscription aux ateliers et à la prise de parole AVANT le 13 AVRIL à : [defosse.pascal@gmail.com](mailto:defosse.pascal@gmail.com)

### **Du 17 au 19 avril**

#### **Keelbeek Alive**

Weekend de fête et d'actions sur la ZAD du Keelbeek à Haren

Venez vivre et lutter au Keelbeek ! Non au bétonnage des terres ! Non à la construction de nouvelles prisons ! Vive le Keelbeek libre et vivant !

AU PROGRAMME : plantations chantiers ateliers pour tous les âges jeux repas camping surprises

CONCERTS : René Binamé L'Amicale de la Nouvelle Orléans Khaophonie Les Bernards Chômeuse Go On Les voix des Garennes, ...

ZAD du Keelbeek à Haren

contact et plan d'accès : [haren.luttespaysannes.be](http://haren.luttespaysannes.be)  
[keelbeek\(at\)sdu.collectifs.net](mailto:keelbeek(at)sdu.collectifs.net)

### **Samedi 18 avril 10:00-18:00**

#### **Journée d'action mondiale contre le Grand marché transatlantique**

Journée d'action mondiale contre le Grand marché transatlantique (GMT, TTIP, PTCI, APT ou Tafta) et les autres accords commerciaux du même genre (AECG-CETA, etc.).

Plus d'information à venir.

### **Jeudi 23 avril 19:00-23:00**

#### **Cycle Femmes en lutte, second événement : Comment les femmes construisent déjà l'avenir**

COMMENT LES FEMMES CONSTRUISENT L'AVENIR

Dans la suite du cycle « bien-vivre » et après la rencontre du 5 mars où nous avons échangé avec Geneviève Azam, Agnès Sinaï, Geneviève Decrop et

Charlotte Luyckx pour voir comment nous pouvons dessiner l'avenir, le mpOC et la MDD proposent, en partenariat avec plusieurs associations, une seconde rencontre. Celle-ci se tiendra à Louvain-la-Neuve le 26 avril à partir de 19 heures sous la forme de deux table-rondes pour échanger autour des pratiques, tisser des liens et renforcer la perception autour des « nouveaux travaux féminins ».

Plus d'informations sur cette rencontre bientôt sur notre site.

Si vous souhaitez vous joindre à nous, n'hésitez pas à nous contacter: info arobase objecteursdecroissance.be

Louvain-la-Neuve, Maison du Développement Durable

## Mieux vaut en rire

---

### L'objet inutile du mois !



Cet objet parfaitement inutile est un patch qui filtre l'odeur de vos pets... Aucun commentaire n'est nécessaire devant le ridicule de cet accessoire, si ce n'est que quand on pensait avoir trouvé le fond du fond en matière d'objets inutile du mois, souvent, on creuse encore plus bas !

## Rédaction

---

Vous retrouverez dans *L'Escargot déchaîné* du mois prochain des propositions d'actions, l'agenda du mouvement, et divers articles. **Ce journal se veut ouvert : envoyez-nous vos participations, articles, propositions d'actions et de dossiers.**

[escargotdechaine@objecteursdecroissance.be](mailto:escargotdechaine@objecteursdecroissance.be)

*Ont participé à ce numéro*

Coordination : Marie-Eve Lapy-Tries

Photo couverture : François Lapy

Rédaction :

- Marie-Eve Tries, porte-parole
- Michèle Gilkinet, secrétaire générale
- Jean Pierre Wilmotte, secrétaire général
- Bernard Legros, porte-parole
- Nicolas Dacosta
- Réginald, GL de Liège
- Agnès Taminiaux, GL de Liège
- Francis Leboutte, GL de Liège
- François Lapy, coordinateur du conseil politique

*Contacter le mouvement*

- Rédaction de *L'Escargot déchaîné* : [escargotdechaine@objecteursdecroissance.be](mailto:escargotdechaine@objecteursdecroissance.be)
- Secrétariat : [info@objecteursdecroissance.be](mailto:info@objecteursdecroissance.be)
- Porte-parole : [presse@objecteursdecroissance.be](mailto:presse@objecteursdecroissance.be)
- Conseil politique (organe de décision du Mouvement en dehors des AG) : [info.conseil.politique@objecteursdecroissance.be](mailto:info.conseil.politique@objecteursdecroissance.be)
- Pôle politique (équipe qui rédige les projets de programmes politiques) : [info.pole.politique@objecteursdecroissance.be](mailto:info.pole.politique@objecteursdecroissance.be)
- GL de Liège : [info.gl.liege@objecteursdecroissance.be](mailto:info.gl.liege@objecteursdecroissance.be)
- GL de Namur : [info.gl.namur@objecteursdecroissance.be](mailto:info.gl.namur@objecteursdecroissance.be)
- GL d'Ottignies-LLN : [info.gl.lln@objecteursdecroissance.be](mailto:info.gl.lln@objecteursdecroissance.be)

# Adhérer

Nous ne recevons aucun subside : nous vivons des cotisations de nos membres. Adhérer au mpOC est une manière de soutenir notre action et l'objection de croissance. Nous sommes ouverts à qui le souhaite : n'hésitez pas à venir nous rejoindre et partager vos projets d'actions et vos réflexions avec nous, au sein d'un groupe local, en assemblée générale ou au conseil politique !

## Bulletin d'adhésion au Mouvement politique des objecteurs de croissance

à envoyer à : mpOC, rue du Rondia 8, 1348 Louvain-la-Neuve

Je soussigné-e

Nom: ..... Prénom: .....

Adresse: .....

Code postal: ..... Commune: .....

*Informations optionnelles :*

Adresse courriel: .....

Tél. fixe: .....

GSM: .....

membre effectif (je souscris au manifeste et aux statuts)

membre sympathisant (je souscris au manifeste)

Je m'engage à payer la cotisation annuelle sur le compte du Mouvement politique des objecteurs de croissance, 523-0803113-28 IBAN : BE37 5230 8031 1328 - BIC : TRIOBEBB . La cotisation est libre, à partir d'1 euro. Le montant suggéré est de 30 euros.

DATE: ..... SIGNATURE : .....

• **Vie privée** : le Mouvement s'engage à n'utiliser les données personnelles fournies par ses adhérents que pour les besoins exclusifs de sa communication et de ses activités internes.

• **Adresse courriel** : le courriel est notre moyen de communication préféré pour vous contacter à ce jour de la mise en place de notre organisation (convocations aux assemblées générales, lettres d'information...). Si vous n'en avez pas, vous recevrez les convocations et de l'information par voie postale ; merci d'essayer cependant de nous fournir l'adresse courriel d'un-e de vos amis-es.